

CONTRIBUTION DE L'UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES À LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE DE TARRAGONE - 15-17 MARS 2013.

Partout en Europe et dans le monde la crise démontre l'échec du capitalisme.

Les peuples du monde entier subissent la dictature de la finance capitaliste, d'un système qui, pour survivre à ses propres contradictions, sacrifie la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation, comme il a sacrifié les peuples d'Europe dans les massacres des guerres mondiales du siècle dernier.

Partout, les mêmes mesures sont imposées par la «troïka»: le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne, autant d'instruments du capital financier, qui imposent aux Etats nationaux la politique de rigueur: coupes sombres dans les budgets sociaux et publics, privatisations, licenciements...

Face à ces attaques, la classe ouvrière cherche les voies de la résistance. En Grèce les politiques d'austérité conduisent le pays à la ruine: 25% des travailleurs sont au chômage, se chauffer et même se nourrir est devenu un problème quotidien pour les grecs. Les mouvements de grève, comme le 20 février dernier, les manifestations se succèdent depuis deux ans. La situation politique semble bloquée, la solution ne peut émaner que du peuple. C'est au peuple grec, en toute indépendance de forger son destin et cela passe nécessairement par la rupture avec l'Union Européenne.

Ici même, en Espagne où le chômage atteint les 27%, la révolte s'organise contre la politique d'austérité. Les grèves générales se sont succédé, mettant dans la rue des centaines de milliers de travailleurs. Et maintenant?

On pourrait multiplier les exemples, comme au Portugal, en Italie ou encore en Allemagne. Ce dernier pays a connu des grèves importantes, et pour certaines victorieuses, pour les augmentations de salaire.

Il n'est point nécessairement besoin d'ériger des miradors et de tendre des barbelés pour bâtir une dictature. Le processus peut prendre une forme beaucoup plus discrète et «légale».

Nous assistons depuis de nombreuses années, dans le cadre d'un consensus «gauche-droite» des plus antidémocratiques, à la mise en œuvre de la dictature du marché sous l'égide de l'Union européenne.

La marche forcée vers «une nouvelle Europe» s'est encore accélérée récemment avec l'adoption en France, par l'Assemblée nationale puis le Sénat, du *Mécanisme Européen de Stabilité (MES)*.

Le but avoué de ce MES est de veiller à la stabilité de la zone euro, autrement dit accorder des prêts aux pays membres à condition que ceux-ci s'engagent à mettre en œuvre une politique de rigueur destructrice des droits économiques et sociaux des travailleurs, à l'image de ce qui se passe dans toute l'Europe actuellement et de façon particulièrement brutale en Grèce.

Il est prévu que le MES soit composé d'une instance décisionnaire, le conseil des gouverneurs, c'est-à-dire les ministres des finances des états membres et d'un conseil d'administration, exécutif, dont le directeur général est élu par les gouverneurs.

On remarque immédiatement qu'aucun de ces éminents personnages ne peut se revendiquer du suffrage populaire. Mais s'il n'y avait que cela!

Le MES «aura pleine personnalité juridique». Il aura donc la possibilité d'ester en justice, en revanche tous ses biens (archives, documents, fonds, locaux, etc.) seront à l'abri de toute procédure judiciaire (perquisition, saisie, etc.). Quant aux employés du MES, ils seront dispensés de tout impôt sur le revenu national et bénéficieront d'une immunité totale pour tout acte commis dans le cadre de leurs missions. Bel exemple de démocratie et de transparence!

L'adoption du MES fut suivie de la ratification du *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* (TSCG) dont l'un des objectifs est d'inscrire la fameuse «règle d'or» dans la constitution des pays, autrement dit, constitutionnaliser la rigueur!

La traduction immédiate et concrète d'une telle décision est de rendre illégale, car anticonstitutionnelle toute revendication salariale dans la fonction publique, ce serait un coup mortel porté aux libertés syndicales, de revendication et de négociation. Nous basculons dans un système totalitaire.

Si la classe ouvrière ne parvient pas à s'organiser au niveau international pour inverser ce processus, l'ensemble des droits sociaux, l'ensemble des acquis de la lutte des classes seront menacés, car l'objectif de la troïka au service du capital financier n'est autre que la dérégulation totale du marché.

Mais ne sommes-nous pas amenés à constater la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale? Effectivement, un certain nombre d'appareils syndicaux tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Les militants ouvriers de toutes tendances qui demeurent attachés à l'indépendance syndicale doivent condamner clairement le «syndicalisme rassemblé», «le mythe fasciste de l'unité» qui prend aujourd'hui, en France en particulier, différentes formes: «Intersyndicale institutionnalisée», loi scélérate sur la représentativité syndicale...et maintenant la volonté de constitutionnaliser le «dialogue social».

A peine élu, Hollande appelait de ses vœux un «compromis historique» sur la flexibilité de l'emploi.

Les mots ne sont pas neutres, ils font référence à l'accord politique entre le Parti Communiste et la Démocratie Chrétienne dans l'Italie des années 70, accord désigné dans la langue de Dante par l'expression «compromesso storico». Cet accord avait été précédé d'un autre «compromis historique» quelques décennies auparavant entre la Russie stalinienne et le Vatican.

La volonté élyséenne était de parvenir à un accord entre les organisations syndicales et le MEDEF (syndicat patronal) pour déréglementer encore un peu plus le «marché du travail».

Après plusieurs jours de négociation l'«accord sur la sécurisation de l'emploi» est porté sur les fonts baptismaux par un Quadriumvirat composé de deux syndicats se revendiquant de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, la CFDT et la CFTC, d'un syndicat catégoriel la CGC et du syndicat patronal, le MEDEF avec l'aval du Ministre du travail.

Force est de constater que le MEDEF a pour le moins efficacement défendu ses mandants. S'il a concédé une augmentation de 7% de cotisation patronale à l'assurance chômage pour les CDD, il a obtenu que les missions d'intérim et le remplacement de salarié absent ne soient pas concernés. Cette augmentation de 7% ne s'appliquera donc qu'aux seuls CDD pour «surcroît d'activité». Il suffit aux patrons d'éviter de se référer à ce «surcroît d'activité» et le tour est joué!

Le MEDEF obtient par ailleurs une exonération de 3 à 4 mois (selon la taille de l'entreprise) pour l'embauche d'une personne de moins de 26 ans en CDI.

Autre nouveauté de cet accord: dorénavant le délai de prescription pour les pratiques patronales illégales est ramené de 5 à 3 ans. Camarade, si ton patron «oublie» de te payer les heures supplémentaires, s'il ne te rémunère pas au niveau de la convention collective pendant une bonne dizaine d'années, tu ne

pourras plus obtenir réparation que sur 3 ans. Une véritable prime aux voleurs!

Enfin, la CFDT (car en l'occurrence la CFTC et la CGC ne sont là que pour faire bonne mesure) avalise le fait que, au nom de la sacro sainte conjoncture économique, l'employeur pourra imposer à tous les salariés une baisse momentanée des salaires et une modulation de la durée du travail pendant une durée de deux ans maximum. En cas de refus les salariés seront purement et simplement licenciés pour motif économique.

Si un pas de plus a été franchi dans la destruction des droits des travailleurs, l'opération «compromis historique» a échoué! La CGT-FO et la CGT ont refusé de signer cet accord honteux. C'est un point d'appui indéniable pour organiser la résistance à venir. Le 5 mars dernier les deux syndicats non signataires ont appelé ensemble la classe ouvrière française à manifester contre cet accord scandaleux. La lutte des classes reprend ses droits et rien n'est joué.

Plus largement, cette offensive contre l'indépendance de la classe ouvrière, contre la lutte des classes, prend toute son ampleur au niveau européen.

Au mois de décembre 2011, est paru dans la presse européenne un appel cosigné par huit dirigeants «syndicaux» (les guillemets prennent ici tout leur sens), tous membres de la Confédération Européenne des Syndicats (CES): Ignacio Fernández Toxo, Secrétaire général de CCOO (Espagne), Cándido Mendez, Secrétaire général de l'UGT (Espagne), Michael Sommer, Président du DGB (Allemagne), Susanna Camusso, Secrétaire général de la CGIL (Italie), Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT (France), François Chérèque, Secrétaire général de la CFDT (France), Anne Demelenne, Secrétaire général de la FGTB (Belgique), Claude Rolin, Secrétaire général de la CSC (Belgique).

Les signataires expliquent, notamment, comment la Confédération Européenne des Syndicats (CES) doit jouer pleinement son rôle de subsidiaire et participer à la gouvernance de l'économie capitaliste en crise:

«En s'appuyant sur les décisions du dernier Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (Athènes, mai 2011), nous pensons qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une nouvelle politique monétaire, économique et sociale, dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone Euro (...).»

A ceux qui pourraient s'étonner d'une telle négation de la lutte des classes par des individus se réclamant du syndicalisme, les choses sont dites clairement, sans fard et toute honte bue:

« Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane: nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'UE. (...) Il faut établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux».

Incontestablement, ce texte est d'inspiration corporatiste, il s'inscrit dans la continuité des expériences fascistes de sinistre mémoire. Ce n'est ni plus ni moins que la «Charte du travail pétainiste» à l'échelle européenne qui nous est vendue là.

Si nous voulons lutter contre cette société totalitaire presque achevée, il ne suffit plus de dénoncer le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale, l'Union européenne, il faut y ajouter la CES à la troïka. Il n'est plus possible de tergiverser, cette officine corporatiste n'a même plus la pudeur, ou la prudence, de cacher son jeu. Oui, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité et la classe ouvrière a besoin d'un syndicalisme libre et indépendant.

Pour nous, anarcho-syndicalistes, il est clair que le syndicalisme libre et indépendant, dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin, doit impérativement rompre avec la *Confédération Européenne des Syndicats* qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier.

La question se pose à l'identique pour la CSI, *Confédération Syndicale Internationale*, qui n'hésite pas à revendiquer, avec les patrons, *«un plancher minimum de protection sociale»*.

Aujourd'hui, les travailleurs de tous les pays se soulèvent, s'organisent et s'unissent contre l'oppression et l'exploitation, cherchant à tordre le cou à leurs auteurs, il faut soutenir leur combat en Chine., en Inde, en Amérique latine, en Afrique, en Europe, aux U.S.A...

Il est donc urgent de reconstruire une nouvelle internationale ouvrière, afin de défendre partout dans le monde les droits sociaux et politiques conquis par la lutte des classes et l'indépendance syndicale.

L'*Union des Anarcho-Syndicalistes* est disposée à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier authentique. Il faut que ce soit un débat libre et sans tabou où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. C'est pourquoi nous avons répondu positivement à l'invitation de nos camarades espagnols et portugais mais il nous semble que le cadre légitime d'un tel débat est l'*Entente Internationale des Travailleurs*, dont nous sommes membres fondateurs, et nous appelons de nos vœux la convocation d'une *Conférence Ouvrière Mondiale*.

La lutte des classes est dans une phase cruciale:

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»
«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!».

Correspondance: uas.pelloutier@gmail.com

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros
Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*
Fondateur de publication : Alexandre HEBERT
Directeur : Christophe BITAUD
